

"Mesdames et messieurs, merci de votre présence.

Mon intention est de faire une introduction brève, bien que je sois obligé de décliner, avec vous, la substance du document que je vous présente aujourd'hui, pour pouvoir, ensuite, répondre aux questions qui seront les vôtres.

A vingt jours du premier tour de l'élection présidentielle, j'ai souhaité vous présenter le document programme de ma campagne électorale, qui est imprimé à plusieurs millions d'exemplaires, qui reprend notre slogan comme titre, *La France de toutes nos forces*, et qui fait suite à la publication, il y a un mois maintenant, du livre projet qui s'appelle : *Projet d'espoir*.

Vous avez vu que, en tout cas, il rencontre l'attente des Français puisqu'il est en tête des ventes dès la première semaine.

Caractère du document que vous avez sous les yeux : sa cohérence et sa crédibilité.

Toutes les mesures, toutes les orientations vont dans le même sens : reconstruire la confiance.

C'est pourquoi aussi toutes les mesures, toutes les orientations sont réalistes, crédibles et budgétées.

Comme vous le savez, vous avez ainsi, entre les mains, un document original, puisque c'est un document budgétairement équilibré, ce qui, c'est le moins que l'on puisse dire, n'est pas le cas des documents et des promesses des autres.

Tout au long de cette campagne, je défends une vision : la France traverse la crise la plus grave de son histoire récente. C'est une crise de confiance. C'est une crise sociale. C'est une crise économique. C'est une crise démocratique et le résultat en est la perte de confiance des citoyens dans l'état, dans leur institution et, plus grave encore, dans leur avenir personnel et collectif.

Vous savez ce sondage que j'ai trouvé extrêmement troublant : 75 % des Français pensent que l'avenir de leurs enfants sera pire que le leur, que la vie de leurs enfants sera plus dure que la leur.

Je voudrais insister sur ceci : c'est une crise d'une gravité sans précédent depuis la libération. Il est arrivé, en effet, que l'État soit en crise ou bien que les institutions soient en crise, que l'économie le soit ou le lien social. Nous avons connu des moments difficiles en raison de ces crises successives et je peux citer les dates de 58, 68, des années 70, crises larvées, des années 90, mais jamais nous n'avons eu toutes ces crises en même temps.

Jamais, on a eu, en même temps, en France, une crise des finances publiques, une crise de l'emploi, une faiblesse de la croissance, un doute sur l'école, les banlieues abandonnées, l'angoisse devant la mondialisation, la crise des retraites. Autrement dit, la crise est générale et c'est la première fois.

C'est pourquoi on ne sortira pas de cette crise par la énième alternance entre l'UMP et le PS. Ces deux, par taille, occupent tout le pouvoir sans exception depuis vingt-cinq ans. Ils ont perverti nos institutions et n'ont pas pu porter devant l'opinion une réforme sérieuse.

Je suis arrivé à la conclusion qu'il fallait, désormais, une autre approche, une approche d'union nationale qui ne peut être acquise qu'au terme d'un débat sur le fond et au risque d'un bras de fer avec les deux partis co-responsables de ces années d'échec.

C'est cette approche nouvelle qui est l'enjeu de cette élection.

Changer la nature de notre vie politique, sortir de la logique d'affrontement systématique et permettre aux responsables politiques de toutes tendances de discuter, de réfléchir et de travailler ensemble.

Autrement dit, garantir aux Français que ceux qui les représentent veulent, une bonne fois pour toute, répondre à leurs difficultés, être à leur service et non pas seulement marquer des points les uns contre les autres.

Autrement dit, il faut enlever le pouvoir aux deux appareils dominants et le rendre aux Français, libérer les responsables, et ils sont nombreux, compétents et de bonne volonté, nombreux dans les rangs des trois forces politiques de droite, de gauche et du centre, nombreux chez les écologistes, responsables politiques qui partagent, en fait, les mêmes constats. Il faut leur permettre de travailler ensemble sur une durée conséquente, sur une durée suffisante au redressement de notre pays.

Et, c'est ce que la France a réalisé chaque fois qu'elle a dû se redresser et se reconstruire. C'est le message qu'a porté le général de Gaulle. C'est ce que voulait Pierre Mendès-France.

Pour cela, il faut avoir des objectifs clairs et ce sont ces objectifs que j'assume devant vous, que vous trouverez dans les pages de ce projet en seize chapitres détaillés et ce texte est évidemment téléchargeable pour tout le monde sur Internet.

Je veux rétablir la confiance, confiance des citoyens dans leur démocratie, confiance de la société envers l'État, confiance de l'État envers la société, confiance réciproque entre la France et l'Europe, confiance des jeunes dans leur destin, confiance entre les générations, confiance entre Français.

Je vais reprendre rapidement -je ne ferai pas les 16 chapitres pour ne pas vous lasser- huit thèmes de confiance et vous retrouverez, ensuite, le détail des mesures. Je ne donnerai naturellement que les plus importantes.

J'insiste sur le fait que toutes, intégralement, sont budgétées.

Premier grand retour de confiance : confiance dans une économie à vocation sociale. Vous savez que j'ai voulu prononcer les deux mots en un seul : social économie. Cela comporte évidemment la création d'emplois. Vous savez que je propose de donner à chaque entreprise la possibilité de créer deux emplois nouveaux sans avoir à payer de charges pendant cinq ans, sauf 10 % pour les retraites.

Je signale, au passage, même si Jean Arthuis n'est pas là, que ceci n'est pas autre chose qu'une préfiguration en grandeur réelle des vertus que l'on attend de la TVA sociale ou que l'on attendrait d'une TVA sociale, parce que cela signifie que l'on fait reposer les charges de ces emplois nouveaux, deux par entreprise, sur d'autres bases que le travail.

On est là dans une préfiguration qui permettra une vérification. On verra en grandeur réelle si, oui ou non, comme je le crois, moi, je crois que c'est oui, on a, dans la société française, une réserve d'emplois qui est bloquée, qui est gelée, simplement parce que les charges sociales qui pèsent sur le travail sont dissuasives.

L'augmentation du pouvoir d'achat, les deux grandes idées que nous défendons sur cela : augmentation très nette des majorations pour les heures supplémentaires que nous passons à 35 % pour toutes les heures supplémentaires alors qu'elles sont à 10 % aujourd'hui, augmentation très nette des heures supplémentaires et incitation forte pour les entreprises à partager les profits de l'entreprise avec les salariés.

Le *small business act* à la française, c'est-à-dire une loi de protection et de soutien de la petite entreprise qui comportera, en particulier, une garantie, d'une part, des marchés publics pour ces

entreprises, une défense de l'économie sociale et solidaire. Je suis en particulier persuadé qu'il y a, dans le modèle mutualiste, quelque chose, qui peut être précieux pour la réflexion, sur l'évolution de ce qu'est notre modèle économique, une politique pour la recherche avec augmentation de 5 % des budgets de la recherche pendant dix ans et exonération fiscale des revenus des brevets pour inviter à la relocalisation des chercheurs qui sont aujourd'hui partis dans des pays lointains ou peut-être pas si lointains, qui sont partis aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Suisse, pour les inviter à revenir sur leur sol natal qui les a formés, une défense de l'agriculture avec l'idée qui est la nôtre que l'agriculture a aujourd'hui des marges d'avenir probablement sous-estimées en raison de l'intervention ou en raison de l'apparition d'autres usages que des usages alimentaires des produits agricoles. Vous savez, par exemple, à quel point, en quelques mois, l'utilisation de ces produits agricoles, de manière industrielle, dans les biocarburants et les biomatières premières a entraîné une augmentation notamment du prix du maïs sur le marché international, ce qui, pour la première fois depuis très longtemps, autorise une vente de ces matières premières supérieure à leur coût de revient, ce qui ne s'était pas produit depuis très longtemps.

Et enfin une défense de la politique industrielle parce que nous pensons que notre pays, ce ne sont pas seulement des services, même s'il faut rendre hommage aux services, notamment à tous ceux qui sont très créateurs d'emplois -je pense au tourisme en particulier-, ce sont aussi des usines et nous pensons qu'il est de la responsabilité de l'Europe de défendre le tissu industriel des pays qui sont les nôtres, notamment en garantissant une loyauté et une équité dans la concurrence internationale.

Confiance dans une économie à vocation sociale, c'est le premier volet.

Deuxième volet : confiance dans un monde durable. Je confirme l'engagement que j'ai signé en signant le pacte écologique de Nicolas Hulot. J'ai signé l'engagement de nommer un numéro deux du gouvernement qui sera chargé du durable, c'est-à-dire d'étudier, dans le long terme, les conséquences des décisions gouvernementales. C'est notamment vrai sur le plan écologique évidemment, sur le plan du climat, sur le plan de l'atmosphère, mais il y a aussi d'autres enjeux. Je pense, par exemple, que, quand on parle de durable, c'est le moment de parler de la dette.

La dette que nous avons sur les épaules n'est pas supportable dans le temps. Elle n'est pas durable. Les décisions peu courageuses ou peu responsables qui ont amené à la prendre font que, désormais, il y a une hypothèque sur l'avenir des générations.

Vous savez que nous avons décidé -je crois que tout le monde l'a reconnu- de faire de la dette un sujet très important de cette élection présidentielle, en nous donnant un horizon de 3 ans pour ramener la dépense publique au point où la dette n'augmente plus. Ce point peut être facilement atteint.

Vous aurez sans doute observé, moi qui défends beaucoup le système politique allemand aujourd'hui, les résultats exceptionnels obtenus par l'Allemagne en 18 mois.

L'Allemagne avait prévu de ramener son déficit autour de 1,7 % du PIB et, 1,7 %, c'est le moment précisément, le point d'inflexion où la dette n'augmente plus.

En une seule année, 18 mois, ils sont arrivés à 1,2 %. Leurs prévisions de croissance étaient, comme les nôtres, à 1,7 %. Elles sont aujourd'hui à 3 %.

C'est dire qu'une politique courageuse, dont l'effort est partagé par les forces politiques, au-delà des frontières traditionnelles, réussit et même obtient des résultats complètement inattendus et complètement inespérés.

C'est à ce genre d'effort que j'invite la France.

Il nous faut un plan d'adaptation aux changements climatiques, parce que le changement climatique dont nous essaierons de freiner la progression est cependant en cours. Il y a déjà, pour une longue période, pour les 50 ans qui viennent, de l'irréversible et, donc, nous avons décidé... J'ai repris sur

ce sujet l'idée que Corinne Lepage avait développée, un plan d'adaptation aux changements climatiques pour que la société se prépare à la fois à la réduction de l'émission de gaz à effet de serre et, en même temps, aux perspectives que le réchauffement climatique ouvre. Par exemple, pensez aux équipements touristiques. On faisait des stations de sports d'hiver en moyenne montagne. Est-ce que, désormais, c'est adapté ?

Vous voyez qu'il y a toute une réflexion à conduire, pour la société française, sur ce que ce changement climatique en cours va lui imposer comme contraintes et comme nouvelles chances.

Je suis pour que l'on détecte précocement les nouveaux risques et je défends donc l'idée, dans ce programme, de la création d'une autorité indépendante chargée de l'alerte, qui pourra être saisie par la communauté scientifique ou par des citoyens pour que le gouvernement soit mis devant ses responsabilités en cas d'apparition de risques sanitaires, de risques écologiques, comme on a connu avec l'amiante ou le sang contaminé.

J'ai indiqué, dans ce programme, que nous étions pour un moratoire qui permettra une réflexion approfondie sur l'EPR et les OGM. Vous savez que j'ai dit, dès cette époque, que la manière dont le débat avait été conduit sur l'EPR méritait que l'on y réfléchisse.

Il y a des arguments très nombreux, industriels et scientifiques, qui méritent d'être confrontés si au moins la décision n'est pas prise avant les élections.

Je soutiens l'idée d'une démocratie environnementale, c'est-à-dire que les associations d'environnement doivent être représentées dans la plupart des centres de décision. Je pense, par exemple, au Conseil économique et social.

Enfin, nous défendons une philosophie de la santé dont je ne développerai, devant vous, que 2 aspects principaux. Le premier : favoriser une politique de prévention et pas seulement une politique de réparation curative, mais travailler sur une vaste politique de prévention et, deuxièmement, organiser régionalement les instances qui décident de la santé de manière à y représenter les professions de santé, médecins et autres professions de santé, les pouvoirs publics et les patients, parce que c'est bien de près qu'il faut être capable de décider, dans un débat démocratique, de ce que doivent être, en particulier, les grands équipements de santé.

Le troisième chapitre de confiance, c'est la confiance dans ce que je veux faire de l'Éducation nationale la meilleure école du monde. Vous connaissez les données du contrat que je veux signer entre l'école et la nation : soutien et moyens. Malgré les efforts que nous devons faire en matière budgétaire, je garantirai les moyens de l'Éducation nationale. Nous renforcerons ses moyens, pour ce qui est de l'université et de la recherche, les moyens seront garantis et seront renforcés et, en échange ou symétriquement, il faut que nous soyons capables de fixer des objectifs nouveaux.

Ces objectifs nouveaux sont : d'abord, la lecture pour tous, que tous les enfants, au moment d'entrer en sixième, soient garantis de savoir lire et écrire.

Ensuite, la sécurité et le calme à l'école. Je trouve désespérant que des collèges, en particulier, de banlieue soient ressentis par les familles comme des lieux d'insécurité et que, donc, on soit obligé d'enlever les enfants. La sécurité est un dû à tous les enfants. Elle est le chapitre premier de l'égalité de traitement, de l'égalité de droit, de l'égalité des chances à l'école.

De la même manière, je veux que cette égalité aille jusqu'à l'excellence. Il doit y avoir des filières d'excellence dans tous les établissements. Autrement dit, ce que l'on va d'habitude chercher dans les établissements prestigieux de centre-ville, il faut que cela soit garanti, y compris les options, dans tous les établissements pour que tout élève ayant la vocation, le potentiel, les capacités, la puissance... Enfin, le travail puisse trouver là des chances égales à celles qu'il trouverait dans le meilleur établissement français. Ceci est, pour moi, l'Éducation nationale.

Enfin, cela entraîne un triple défi pour l'université ; l'université française est très en retard en termes de moyens, donc, moyens, reconnaissance. Je suis pour que l'université puisse désormais avoir l'ambition de faire aussi bien que les grandes écoles dans un certain nombre de secteurs.

Dans le débat que j'ai ouvert sur l'Ecole Nationale d'Administration, il y a cet aspect des choses. Je considère que, comme dans tous les autres pays avancés, sans exception, la préparation aux grandes fonctions administratives, pour les jeunes filles et les jeunes gens, doit pouvoir se faire à l'université et c'est dans cet esprit que j'ai placé beaucoup plus tard dans la vie, du côté de 35, 40 ans, l'école de préparation aux fonctions supérieures de responsabilité, à l'image de ce que la défense nationale a fait depuis longtemps avec ce que l'on appelait l'école de guerre qui a changé de nom. Quelqu'un peut peut-être me le dire. Collège inter-armées de défense. Merci beaucoup, vous êtes précieuse !

C'était l'ancienne école de guerre, c'est-à-dire après que les jeunes sous-officiers soient devenus officiers, après qu'ils aient fait des expériences différentes de la vie. A ce moment-là, on leur permet, à l'âge mûr, ayant formé leur caractère, de découvrir, d'avancer vers des responsabilités nouvelles dans la diversité la plus grande, mais, s'il y a des questions sur ce sujet, naturellement, j'y répondrai.

Reconnaissance de l'université, vision nouvelle qui permet de penser que l'université doit être considérée comme capable, ayant la vocation de préparer aux emplois supérieurs, notamment dans l'administration publique de l'État.

Troisième chapitre dans cette nouvelle politique universitaire : il faut considérer que l'université ne doit plus avoir seulement la mission de transmettre des connaissances ou de faire avancer la recherche. Elle doit aussi avoir comme mission de penser à l'insertion professionnelle, parce qu'un diplôme n'est rien, s'il n'y a pas de capacités professionnelles après ce diplôme et, ainsi, à tous les étages de sortie de l'université, la question de : Quel métier peut-on préparer là, avec cette formation ou ce niveau, avec ce diplôme ou ce niveau ? est bien entendue une question centrale.

Quatrième chapitre : confiance de la société envers l'État. Cela passe par une restauration et une réimplantation de l'État, notamment de l'État de service public, pas seulement de l'État de sécurité, dans les zones fragiles et, en particulier, dans les banlieues et les zones rurales abandonnées.

Dans les banlieues, j'ai défendu l'idée qu'il faudra nommer un coordinateur de l'État dans chacun des quartiers sensibles, chargé de l'ensemble des moyens de sécurité et de service public pour, en dialogue avec les maires qui sont ses interlocuteurs naturels, faire avancer la cause de cette présence de la solidarité dans les quartiers les plus sensibles.

C'est la même chose pour le service public en zone rurale. J'ai indiqué en particulier que je défendrai la Poste.

Confiance de la société envers l'État, c'est naturellement la question de la sécurité. Pour cela, il faut une police fidélisée, une police implantée, enracinée et non pas seulement une police chargée de la répression. Voyez-vous, je considère que c'est dans la prévention, dans la proximité, dans le suivi des quartiers que se situe probablement la réponse nécessaire avant la sanction pour que la France retrouve le sentiment de sécurité qu'elle a profondément aujourd'hui perdu.

Vous avez vu le sondage, qui est sorti avant-hier, qui demande aux Français si la sécurité s'est améliorée depuis cinq ans. La réponse est : "Elle s'est améliorée" 15 %, "Elle s'est dégradée", 45 %, "Elle est restée pareille", 40 %. C'est dire le sentiment des Français devant ces problèmes de sécurité.

Réformer l'État, cela passe évidemment par une démarche qui permet de distinguer ce qui est d'urgence, ce qui est de priorité dans l'action de l'État. Je pense à l'éducation en particulier, à la justice et ce qui devrait être, au contraire, allégé est que, pour une fois, on se prononce sur une remise en cause ou une réflexion sur l'ensemble des fonctions de l'État, ce qui permettra aussi de poser d'une autre manière les problèmes budgétaires.

Une fonction publique ouverte, c'est la réflexion que j'ai menée sur le recrutement de ces hauts responsables. Il n'est pas possible que tous les responsables de l'État et un très grand nombre de responsables du secteur privé soient issus d'un moule unique, d'un concours que l'on passe très précocement, quelquefois à vingt ans, quelquefois même avant vingt ans, parce que ce moule unique est évidemment une faiblesse pour la société française.

Les grandes sociétés qui marchent sont des sociétés dans lesquelles la diversité s'impose et dans lesquelles l'ascenseur sociale fonctionne.

En France, quand vous êtes dans une administration, que vous êtes un fonctionnaire de qualité ou dans une entreprise privée, que vous êtes un ingénieur de qualité ou un responsable de qualité, vient le moment où vous êtes bloqué, parce que, au-dessus de vous, il y a quelqu'un qui vient des cabinets ministériels et ceci, dans les temps que nous vivons, ces dernières semaines, a été multiplié par un facteur critique tant les nominations ont été nombreuses.

Ceci est un découragement pour un très grand nombre de femmes et d'hommes brillants, engagés, qui considèrent qu'il y a, au-dessus de leur tête, un plafond de verre qu'ils ne pourront jamais dépasser. De l'autre côté du plafond de verre, au-dessus du plafond de verre, il y a un petit club de jeunes... Enfin, il y a un petit club de personnes qui ont, en fait, partagé la même formation, qui se connaissent tous et qui, au fond, parlent la même langue devant la société française. Je suis persuadé, depuis longtemps, que, cette langue, les Français ne la comprennent plus. Il faut donc faire, pour notre pays, une fonction publique ouverte à laquelle on pourra accéder par le mérite et pas seulement par le concours que l'on a passé très tôt.

Enfin, l'objectif de simplification de l'administration que j'ai proposé de confier aux administrés, aux usagers, de manière que ces derniers puissent eux-mêmes prendre la responsabilité d'interroger l'administration sur des contraintes administratives de papier qu'on leur impose et qui sont extrêmement lassantes, notamment dans les petites entreprises.

Et, symétriquement, confiance de l'État envers la société, confiance de la société envers l'État, confiance de l'État envers la société. Je suis pour que l'État reconnaisse la légitimité de la société organisée. Je suis pour que l'État reconnaisse qu'il n'a pas en face de lui un peuple d'individus sans lien entre eux, mais que, au contraire, il consacre la nécessaire démarche d'organisation de la société civile, associations, syndicats, que l'État ait en face de lui des partenaires organisés, que ces partenaires organisés, il les consulte et qu'il reconnaisse leur légitimité lorsqu'il s'agit de préparer une décision et de la faire avancer.

Alors, ceci veut dire évidemment qu'il faut réinventer, ou en tout cas renforcer, une démocratie sociale, qu'il faut réinventer le Conseil économique et social dont je rappelle que, dans nos institutions, il était fait pour cela. Le CES, le moins qu'on en puisse dire, c'est que son impact n'est pas grand sur la manière dont fonctionnent les systèmes de décision en France.

Ceci impose aussi un nouveau type de relations avec les associations. J'ai fait le constat, depuis longtemps, que, partout où cela va mal, l'État a disparu, ne restent que les associations. Le tissu associatif qui essaie, comme il peut, de répondre aux questions qui se posent dans la société française.

Je suis pour que l'État ait, avec les associations, des relations du type contrat pluriannuel, avec des objectifs fixés et vérifiables, qui permette à chacun d'avoir l'assurance que les crédits dont ils vivent ne vont pas disparaître au bout de 6 mois, un ou deux ans, qu'ils sachent qu'ils n'ont pas une épée de Damoclès au-dessus de la tête et que, par exemple, c'est toujours pour trois ans que sont signés les plans à long terme de manière à donner une visibilité à l'action associative.

Confiance dans l'avenir, vous trouverez, dans ce document, un chapitre sur la vie des femmes et l'égalité de traitement que cette vie des femmes réclame, notamment avec des sanctions financières à l'égard des entreprises qui auraient une politique inéquitable à l'égard des femmes, une politique de déséquilibre financier entre les salaires des hommes et ceux des femmes, et un certain nombre de dispositifs sur les violences faites aux femmes.

Vous trouverez des propositions précises en matière de logement : par exemple, la suppression des cautions et des dépôts de garanties qui empoisonnent la vie des familles, qui font que beaucoup de jeunes sont dans l'incapacité d'accéder au logement, cautions et dépôts de garanties remplacés par une assurance à coût faible, à coût réduit parfaitement accessible à tout le monde.

Vous trouverez des engagements sur la présence du logement social, notamment que chacun des programmes immobiliers pour lesquels on donnera un permis de construire, à l'avenir, comporte une part de logements sociaux, ce qui est une manière de répondre aux obligations de la loi SRU avec de grandes villes riches qui se dispensent aisément d'avoir des logements sociaux puisqu'elles acceptent de payer l'amende qui leur sera ainsi infligée. Même, vous verrez que nous défendons l'idée que, dans ces villes-là, si elles ne respectent pas les obligations, le permis de construire leur soit enlevé et donné au préfet.

Vous lirez notre réflexion sur la retraite et sur l'âge avec notamment évidemment le plan de réforme pour les retraites que je soumettrai à référendum, plan qui permet une décision individuelle sur l'âge de départ à la retraite et, donc, une décision de prolongation pour ceux qui le souhaiteront, encore faut-il que l'emploi soit revenu.

Vous verrez ce que nous disons du service civique dont nous considérons qu'il est très important pour l'équilibre à venir de la société française et aussi ce que nous disons de l'équilibre des territoires, ce qui est, pour nous, une forme du projet de société républicain, que nul territoire de France ne se sente abandonné.

Septièmement, je ne vais pas insister longtemps, parce que vous connaissez ma réflexion sur ce sujet : confiance des citoyens dans leur démocratie. C'est l'ensemble des réformes institutionnelles avec la détermination d'une vie politique qui se donne les moyens de l'exemplarité. Cela veut dire, par exemple, mettre un terme au cumul des mandats, rendre au parlement la fonction qui est la sienne, la maîtrise de son ordre du jour, interdire le passage en force avec le 49-3, instituer la séparation réelle des pouvoirs avec notamment l'indépendance du pouvoir judiciaire avec un Garde des Sceaux dont la fonction ne sera pas simplement une fonction gouvernementale, mais devra bénéficier d'une investiture particulière de l'Assemblée et du Sénat, à une majorité qualifiée.

Vous verrez le plan qui est le nôtre en matière de collectivités locales, notamment de fusion entre les départements et les régions pour en faire une seule collectivité locale avec des élus et une administration qui regroupent les fonctions qui étaient pour l'instant celles des deux institutions.

En parlant de séparation des pouvoirs, c'est à cela que se rattache le "y compris" -j'ai ajouté une ligne entre les deux malencontreusement- le pouvoir économique et médiatique, puisque vous savez quelle est ma réflexion sur le fait que la France doit adopter exactement les mêmes règles démocratiques que les autres pays qui nous entourent dans les relations entre puissance économique et État.

Vous savez, et vous trouverez dans ce texte, quelle est notre idée sur l'avenir de l'Europe, avec, pour sortir de la crise institutionnelle, la mise au point d'un texte court, précis, compréhensible par tous, qui sera soumis à référendum parce qu'on ne peut pas écarter les Français de ce grand choix, et surtout l'idée que la France doit être inspiratrice de l'Europe sur un certain nombre de politiques nouvelles.

L'Europe s'est beaucoup occupé de concurrence, sans doute était-ce l'objectif qu'on lui avait fixé. Pour moi, il est très insuffisant et très loin de la réalité. Il convient, désormais, que l'Europe s'occupe de l'essentiel : défense, actions diplomatiques en commun. Je pense au Darfour, je pense au Proche-Orient et au Moyen-Orient, énergie et recherche.

Voilà au moins quatre thèmes principaux qui doivent faire l'objet de nouvelles politiques européennes.

Je défends, enfin, dernier chapitre : confiance dans les valeurs humanistes avec un chapitre sur la culture que nous considérons comme clé de voûte de la société, défense de la création et valeur humaniste par excellence.

L'idée que, dans notre société, chacun aura sa chance, que l'on pourra entrer en bas, dans les fonctions publiques ou dans les entreprises privées, et monter à l'intérieur, y compris jusqu'aux fonctions supérieures.

J'aime beaucoup l'exemple qui a été, sur ce point, donné par l'Allemagne pendant longtemps, qui a vu de très grandes entreprises majeures en Allemagne être dirigées par des personnes qui étaient entrées comme ouvrier.

Eh bien, ce principe que je nomme humaniste de "chacun sa chance" dans la société française, de "chacun sa première chance", c'est l'éducation, mais chacun sa deuxième chance et même sa troisième chance, que l'on n'est jamais condamné à l'échec, que l'on peut toujours se récupérer et que l'on peut toujours monter, que rien n'est fini à vingt ans, contrairement à ce qui se passe, hélas, dans la société française. Cela est, pour moi, un point clé de l'avenir.

Alors, je sais les débats que suscite l'idée que j'ai avancée. C'est pour cela que je l'ai avancée, pour que la société française commence à se poser la question de : comment fait-on pour déverrouiller un système jusqu'à maintenant verrouillé ? Comment fait-on pour briser le plafond de verre ?

Voilà les idées principales. Je les ai regroupées pour en faire, non pas une étude exhaustive, mais une revue importante.

Je m'aperçois que j'ai oublié une des idées les plus importantes pour moi du point de vue du lien social : un engagement chiffré que nous avons pris de conduire les petites retraites et le minimum vieillesse à 90 % du SMIC en cinq ans.

C'est une des seules mesures réellement dépensière ou réellement chère de ce que nous avons décidé là. Nous l'avons fait exprès. Nous considérons qu'il n'est pas normal que, après une vie de travail, une femme ou un homme en soit réduit à vivre avec six cent-cinq euros par mois, ce qui est le minimum vieillesse en France.

Il y a là quelque chose qui heurte le sentiment élémentaire de solidarité qui devrait être le nôtre à l'égard des personnes âgées et, donc, en cinq ans, nous conduisons le minimum vieillesse à 90 % du SMIC.

Voilà les thèmes principaux de ce chapitre.

En conclusion, je voudrais vous dire qu'il n'y aura pas d'avenir sans une remise en cause profonde des erreurs qui ont conduit la France où elle en est. Ce que nous avons à conduire, c'est une révolution, une révolution Pacifique, une révolution paisible, mais une révolution quand même.

C'est pourquoi c'est un bras de fer, car toutes les forces de ce qu'ont été les années précédentes, toutes les forces d'un ancien régime sont évidemment solidaires entre elles pour éviter, comme il se doit, que cette révolution paisible ne remette en cause leurs privilèges, privilèges dont j'ai la certitude qu'ils ne les voient même plus. Je suis sûr que les questeurs de l'Assemblée Nationale UMP et PS ne se sont pas rendu compte qu'en votant cinq années d'indemnités supplémentaires aux députés battus ils allaient choquer violemment l'opinion.

J'ai protesté, il y a plusieurs mois, contre cette décision et j'ai reçu une lettre furieuse de l'un de ces questeurs m'expliquant que tout cela était parfaitement normal et parfaitement bénin.

C'est que, lorsque l'on se trouve dans le cercle de ces privilèges, même si ce sont des privilèges modestes, on trouve toujours que tout est parfaitement normal.

Eh bien je suis persuadé qu'à cette société politique il faut un électrochoc, salutaire et constructif.

Si l'un des deux candidats des partis dominants était élu, je suis persuadé que rien ne changerait sur le fond, car ceux qui resteront dans l'opposition bétonneront et guetteront les erreurs et ceux qui seront au pouvoir expliqueront que la situation était pire que ce qu'ils imaginaient et qu'ils ne pourront donc pas respecter leurs promesses.

Évidemment, soixante milliards d'euros de dépenses nouvelles non financées, c'est impossible, surtout quand on y ajoute -Nicolas Sarkozy l'a fait hier- une baisse des impôts pour une somme astronomiquement équivalente.

Elu président de la République, je construirai une majorité nouvelle. Je ferai apparaître des personnalités nouvelles. Chacun des grands courants du pays sera appelé à participer, s'il le souhaite, au contrat de gouvernement que les Français auront, de leur côté, signé, lui donnant ainsi force d'engagement.

Voilà la présentation de ce document programme.

Je vous remercie."